

Yves Mamou : les migrants nécessaires pour payer nos retraites ? C'est un mensonge !

écrit par Christine Tasin | 1 décembre 2019



Illustration : Mehdi Chebil/Mehdi Chebil

«L'impact positif de l'immigration sur le financement des retraites n'a jamais été démontré»

FIGAROVOX/ENTRETIEN – Jean-Paul Delevoye a estimé vendredi 29 novembre à Créteil «qu'il faudra 50 millions» d'immigrés supplémentaires «pour équilibrer la population active en 2050, en Europe». Pour Yves Mamou, l'immigration a au contraire déstabilisé les systèmes sociaux de nombreux pays européens.

Par [Paul Sugy](#)

Publié le 29 novembre 2019 à 19:35, mis à jour le 29 novembre 2019 à 19:35

Yves Mamou est un ancien journaliste du Monde. Il a également collaboré au Canard Enchaîné, à Libération et à La Tribune. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Hezbollah, dernier acte* (éd. Plein jour, 2013) et [Le Grand abandon. Les élites françaises et l'islamisme](#) (éd. L'Artilleur, 2018)

FIGAROVOX.- En déplacement à Créteil, le haut-commissaire aux Retraites Jean-Paul Delevoye a déclaré: «il faudra 50 millions de population étrangère pour équilibrer la population active en 2050, en Europe». L'immigration est-elle un remède à la crise de notre modèle social?

Yves MAMOU.- Cela fait trente qu'il existe un puissant courant d'immigration continue en France et en Europe, en provenance du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. À ma connaissance, aucune étude n'a jamais montré l'impact positif de cette vague d'immigration sur le financement des caisses de retraite. Les bénéfices économiques de l'immigration, c'est toujours au futur qu'on nous les annonce.

L'idée que les migrants sont et seront de plus en plus nécessaires pour payer les retraites des populations européennes qui ne font plus d'enfants et vivent trop longtemps, est un mensonge qui a la peau dure.

L'époque est finie où l'industrie avait besoin de toujours plus de main-d'œuvre déqualifiée pour les chaînes de

montage, les ateliers textiles et les usines de jouets. Il faut aller se promener dans les usines automobiles pour constater le grand silence généré par la robotisation à outrance de la fabrication des voitures.

L'immigration ne sert plus aujourd'hui qu'à maintenir des salaires bas en France et en Europe dans un certain nombre de secteurs clés pour la bourgeoisie urbaine: la restauration, le bâtiment et les travaux publics, les services à la personne, le nettoyage, la sécurité, la santé et les soins aux personnes âgées. Ce sont des métiers faiblement rémunérés et qui génèrent peu de cotisations sociales. De plus, dans certains secteurs comme la restauration, le travail clandestin est très fréquent. Et cette immigration qui suscite de plus en plus d'inquiétude n'apporte rien à des retraites dont chaque gouvernement entreprend de raboter le montant au nom de la décroissance démographique.

En est-il de même dans les autres pays européens?

L'Allemagne qui contrairement à la France est une société de plein-emploi, a en 2015 accueilli 1,5 million de «réfugiés» en provenance de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, d'Erythrée ou de Somalie. Trois ans après, en 2018, un migrant sur cinq seulement – 300 000 – disposait d'un emploi. Et ces emplois n'ont aucune valeur ajoutée, ils se situent dans l'aide aux personnes âgées ou le service aux personnes. La Suède, autre société de plein-emploi, a aujourd'hui un taux de chômage de 7,4 % qui la classe au 28e rang de l'Union européenne, en raison d'un fort taux d'immigration (qui concerne principalement des personnes déqualifiées). En Suède, si l'on en croit un rapport de l'Association suédoise des collectivités locales et des régions (SKL), une municipalité

sur quatre et une région sur trois – la Suède compte 290 municipalités et 21 régions – ont été en déficit en 2018. Environ 110 municipalités envisagent à nouveau, un déficit en 2019. Et ces déficits sont essentiellement dus aux dépenses pour l'aide sociale aux migrants.

On évoque les bénéfiques à venir de l'immigration, mais pas les coûts immédiats liés à ce même courant migratoire?

Exactement. Aujourd'hui, la France est le pays de l'Union européenne qui subit la plus forte pression migratoire. Or les réfugiés génèrent, si l'on en croit Michel Aubouin, ancien préfet et ancien directeur d'administration centrale au ministère de l'intérieur, un coût très élevé (de l'ordre de 4 à 5 milliards d'euros par an pour 2018).

.

L'hébergement et les allocations représentent environ 1,5 milliard d'euros. Un tiers (500 millions) va directement dans la poche des demandeurs d'asile qui attendent que leur dossier soit traité, et le reste est constitué par les dépenses liées à l'hébergement (500 à 600 millions d'euros) de ces migrants. À ces dépenses d'allocations et d'hébergement, il faut ajouter les frais de fonctionnement accrus des administrations chargées de gérer l'asile: OFPRA, CNDE, OFII et guichets de préfecture. L'Aide Médicale d'État (AME) est coûteuse également: les clandestins ne sont pas seulement rémunérés et hébergés, ils sont également soignés quand ils apportent la preuve qu'ils résident depuis plus de trois mois en France. Elle coûte aujourd'hui un milliard d'euros.

.

Enfin, dans la masse des clandestins, une sous-population mérite d'être distinguée, celle des mineurs non-accompagnés. Depuis 2015, des gamins de 12 à 18 ans, venus généralement du Maroc et d'autres pays d'Afrique du Nord, se multiplient

sur le territoire national, vivant en bandes, subsistant de rapines, semant la terreur sur la population locale. Combien sont-ils? Selon La Dépêche du Midi, «certaines estimations parlent de 50 000». Sans papiers, mutiques sur leur pays d'origine, ces jeunes sont difficiles à expulser. Aujourd'hui, 40 000 d'entre eux seraient pris en charge par les collectivités locales au titre de l'Aide sociale à l'enfance contre 25 000 en 2017 et 13 000 en 2016. Sachant que le coût annuel d'une prise en charge, prévue dans le cadre de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), atteindrait 50 000 euros par an, la facture devrait frôler les 2 milliards d'euros à la fin de l'année.

Le discours de Jean-Paul Delevoye réduit l'immigration à une question économique...

Oui, ce qui est grave car l'immigration de masse fait disparaître les identités des peuples d'Europe: une «identité européenne» nouvelle doit ensuite émerger. Je ne vois pas quel bien peut surgir du fait de couper les peuples européens de leur histoire et à les mélanger avec d'autres qui n'ont pas la même histoire. Il y aura peut-être un jour un consommateur européen multi-ethnique et multi-culturel, mais l'Europe n'aura pas gagné pour autant une identité nouvelle, plus dynamique, plus créatrice et élargie à l'échelle d'un continent. En tout cas, on n'en voit pas les prémices.

Que pensez-vous de la suite de son intervention, dans laquelle Jean-Paul Delevoye reproche aux peuples européens d'avoir fait des juifs hier et des musulmans aujourd'hui leurs «bouc émissaires»?

Il quitte le discours économique et endosse le discours victimaire des islamistes et des islamo-gauchistes, à savoir que les musulmans d'aujourd'hui sont comme les juifs des

années 30 et qu'ils sont victimes d'un racisme qui bloque leur intégration en France et en Europe. Il faudrait expliquer aux politiques que cette idéologie omniprésente ne convainc plus personne, que l'islam n'apitoie personne en Europe et que les violences des islamistes effraient un nombre croissant de citoyens français et européens. Il faudrait faire lire à M. Delevoye les milliers de tweets et de SMS orduriers et haineux que reçoit quotidiennement Zineb El Rhazoui, survivante du massacre de Charlie Hebdo. Peut-être alors comprendrait-il où se situe la violence. Elle n'est pas chez les «islamophobes» qui à ma connaissance n'ont tué personne en Europe. En revanche, rien qu'en France, les islamistes ont tué plusieurs centaines de personnes.

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-impact-positif-de-l-immigration-sur-le-financement-des-retraites-n-a-jamais-ete-demontre-20191129>